

Mémento à l'intention du monde du commerce :

Les règles d'origine relative aux textiles et aux vêtements

Publication du Service des douanes des Etats-Unis

Document mis à jour en novembre 1998

Note : le présent document a été rédigé dans le double souci de guider et d'informer le monde du commerce. Il reflète la position du Service des douanes des Etats-Unis sur les lois et les règlements en vigueur à la date de sa publication, indiquée à la première page, ou son interprétation desdits règlements et lois. Il ne remplace en aucune façon ces lois ou ces règlements. Seule fait foi la version officielle la plus récente des lois et des règlements pertinents.

Date de publication : octobre 1996

Mise à jour : novembre 1998

Préface

Le 8 décembre 1993 a marqué l'entrée en vigueur du Titre VI de la loi d'application de l'Accord de libre-échange nord-américain (Pub. L. 103-182, 107 Stat. 2057), également connue sous le nom de « loi de modernisation douanière ». Ces dispositions ont modifié de nombreuses sections de la loi de 1930 relative au tarif douanier et d'autres lois connexes. La loi de modernisation douanière contient deux nouveaux concepts, celui de « l'observation avisée » des lois et des règlements et celui du « partage des responsabilités ». Ils se fondent l'un et l'autre sur le principe selon lequel le monde du commerce doit être informé de manière claire et complète sur ses obligations légales, si l'on veut qu'il se conforme le plus possible aux lois et aux règlements douaniers. Par voie de conséquence, la loi de modernisation impose au Service des douanes une obligation accrue de fournir au public des informations plus claires et plus précises sur les responsabilités et les droits du monde du commerce découlant de cette loi et d'autres lois connexes. De surcroît, le monde du commerce et le Service des douanes se partagent la responsabilité de l'application des règles relatives aux importations. Par exemple, en vertu de la section 484 de la loi relative au tarif douanier, amendée (19 U.S.C. §1484), c'est à l'importateur qu'il incombe d'inscrire dans les registres, de classer et d'évaluer les marchandises importées, en faisant preuve d'une diligence raisonnable, ainsi que de fournir au Service des douanes tous les autres renseignements dont elle a besoin en vue de percevoir les droits de douane applicables, de réunir des statistiques exactes et de déterminer si toute autre prescription juridique applicable a été satisfaite. Pour sa part, le Service des douanes est chargé

de fixer la classification et la valeur finales des marchandises. Si l'importateur ne fait pas preuve d'une diligence raisonnable, la remise des marchandises en circulation risque d'être différée ou des pénalités pourraient être imposées.

Le Bureau du règlement et des décisions s'est vu conférer un rôle majeur pour ce qui est d'aider le Service des douanes à assumer la responsabilité de favoriser l'observation avisée des lois et des règlements. Précisément dans le souci d'informer le public, le Service des douanes compte produire une série de publications, et éventuellement de CD-ROM et de vidéocassettes, sur un certain nombre de sujets, dont la valeur, la classification, les formalités de déclaration en douane, la détermination du pays d'origine, les prescriptions de marquage, les droits de propriété intellectuelle, la tenue des registres, le remboursement des droits de douane, les pénalités et les dommages-intérêts conventionnels.

Les Bureaux des opérations sur le terrain, des échanges stratégiques et du règlement et des décisions ont collaboré à la réalisation du présent document sur les règles d'origine relatives aux textiles et aux vêtements, aux fins d'utilisation interne par le Service des douanes. Ils ont pris la décision de le diffuser dans le cadre d'une série de publications consacrées à l'observation avisée des lois et des règlements, lesquelles ont pour but d'informer le monde du commerce des changements apportés aux formalités douanières consécutivement à l'adoption de la loi de modernisation et à la loi d'application de l'Acte final du cycle d'Uruguay. Nous formons le voeu que ce document, conjugué à l'organisation de séminaires et à l'élargissement de l'accès aux décisions du Service des douanes, aidera le monde du commerce à se conformer volontairement aux lois pertinentes.

Les informations ci-après sont données exclusivement à titre d'information générale. Au vu du grand nombre de facteurs en jeu dans les questions douanières et de leur complexité, tout importateur aurait éventuellement intérêt à obtenir une décision conformément au règlement douanier (19 CFR Part 177) ou à consulter un spécialiste des affaires douanières (par exemple, un commissionnaire en douane agréé, un avocat ou un consultant). Le fait de s'en remettre exclusivement aux informations générales présentées ci-après pourrait être assimilé à un manquement à la prescription de diligence raisonnable.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous faire parvenir vos observations et vos suggestions à l'adresse suivante : Assistant Commissioner, Office of Regulations and Rulings, U.S. Customs Service, 1300 Pennsylvania Avenue, NW, Washington, DC 20229, Etats-Unis d'Amérique.

Stuart Seidel
Commissaire adjoint
Bureau du règlement et des décisions

Les règles d'origine relatives aux textiles et aux vêtements

Introduction

La section 334 de la loi d'application de l'Acte final du cycle d'Uruguay (Pub. L. 103-465, codifiée au 19 U.S.C. § 3592) a établi les règles d'origine relatives aux produits textiles et d'habillement qui sont importés sur le territoire douanier des Etats-Unis. Sauf disposition contraire de la loi, ces règles sont applicables aux fins des lois douanières et de l'administration des restrictions quantitatives (contingents). Le ministre des finances est tenu par la loi de promulguer un règlement d'application, qui figure à la section 102.21 du règlement douanier (19 CFR § 102.21).

Le présent document est une adaptation de la documentation qui avait été réunie au départ pour aider les attachés des douanes à l'étranger à interpréter les règles d'origine énoncées dans la section 334 et à les expliquer aux producteurs aussi bien qu'aux exportateurs. Il répond à de nombreuses questions qui ont été posées au siège du Service des douanes et qui émanent tant du personnel douanier sur le terrain que des membres du monde du commerce. Cette publication, qui n'a d'autre prétention que celle de servir de guide, a le mérite de présenter les règles essentielles sous une forme qui devrait se révéler utile tant aux importateurs qu'aux exportateurs. C'est pour cette raison que nous avons décidé de mettre ces informations à la portée non seulement du personnel du Service des douanes, mais aussi des membres du monde du commerce.

Il ne faut pas oublier que ce document ne remplace en aucune façon les lois, les règlements et les décisions du Service des douanes et qu'il doit uniquement servir de guide. Toute question technique doit être adressée à la division des décisions commerciales, qui relève du Bureau du règlement et des décisions (« Commercial Rulings Division of the Office of Regulations and Rulings ») ou au spécialiste des importations (« National Import Specialist ») pour le produit en question. On trouvera les adresses pertinentes ci-après.

Date d'entrée en vigueur

Les règles du pays d'origine s'appliquent aux produits textiles et d'habillement (voir ci-dessous la liste des articles visés) qui sont déclarés en douane, ou sortis de l'entrepôt, aux fins de consommation, depuis le 1er juillet 1996. Cette date est fixée par la loi, qui ne prévoit pas de délai de grâce et qui ne tient pas compte des livraisons par bateau, du moment auquel les marchandises pénètrent dans les limites portuaires, du rejet éventuel de certaines marchandises ni d'aucune autre exception, hormis l'existence de certains contrats préexistants conclus avant le 20 juillet 1994 et qui devaient être enregistrés auprès du commissaire des douanes.

Contrats préexistants

Tous les contrats pour lesquels un délai de grâce de 18 mois a été sollicité devaient être soumis dans les 60 jours suivant la promulgation de la loi. Une décision a été prise au sujet de tous les contrats qui avaient été enregistrés. Tous les producteurs concernés ont déjà été notifiés du statut de leurs contrats.

Articles visés

Les règles du pays d'origine relatives aux textiles et aux vêtements, qui figurent à la section 334, s'appliquent aux produits textiles classés aux chapitres 50 à 63 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (en bref, Système harmonisé) et aux articles textiles du Système harmonisé énoncés dans les classifications ci-après et que l'Organisation mondiale du commerce a définis comme produits textiles et d'habillement :

3005.90	Ouates, gazes, bandes et aux produits similaires (non adhésifs)
3921.12}	{ Tissus, étoffes de bonneterie, non-tissés enduits/recouverts
3921.13}	{ stratifiés de matières plastiques
3921.90}	{
4202	Valises, sacs à main et articles plats à surface extérieure surtout en matières textiles
6405.20	Chaussures à semelle et dessus en feutre de laine
6406.10	Chaussures dont la surface extérieure du dessus est en matières textiles dans une proportion d'au moins 50 %
6406.99	Guêtres et jambières en matières textiles
6501-6505	Coiffures en matières textiles
6601	Parapluies
7019	Filés et tissus en fibres de verre
8708	Ceintures de sécurité pour véhicules motorisés
8804	Parachutes ; leurs parties et accessoires
9113.90	Bracelets de montre en matières textiles
9404.90	Edredons plats, courtepointes, oreillers et coussins et articles similaires en matières textiles
9502.91	Vêtements pour poupées
9612.10	Rubans tissés ou similaires, en matières synthétiques ou artificielles, en cartouches

Pour obtenir des classifications plus précises concernant les produits ci-dessus, non limitées aux quatre premiers chiffres du numéro de classification tarifaire (positions) ou aux six premiers chiffres (sous-positions), veuillez consulter le « Federal Register », vol. 60., no 171, du 5 septembre 1995, page 46198 et la section 102.21 du règlement douanier (19 CFR § 102.21).

Principes sur lesquels reposent les règles d'origine

1) Les règles générales

Généralement et sauf disposition contraire de la loi, un produit textile ou d'habillement, aux fins des lois douanières et de l'administration des restrictions quantitatives, est originaire d'un pays, d'un territoire ou d'une possession insulaire en vertu des règles suivantes :

A) Article entièrement obtenu ou produit

Le pays d'origine est celui dans lequel un article textile ou d'habillement est entièrement obtenu ou produit quand ledit article est intégralement produit ou fabriqué (à l'exception des matières

visées par la règle de minimis et définies au 19 CFR § 102.13) dans un seul pays.

B) Filés, y compris fils simples et fils multiples

Le pays d'origine des filés, du fil, des ficelles, des cordages, des cordes, des câbles et des produits tressés est :

a) fibre, etc. - le pays dans lequel les fibres discontinues sont formées en fils à tisser

b) filament, etc. - le pays dans lequel le filament est extrudé

c) fils retors, fils guipés et fils doubles torsadés, etc. - le pays dans lequel les fibres ou les filaments présents dans les filés subissent une opération de filature ou d'extrusion.

C) Etoffes

Le pays d'origine d'une étoffe est le pays dans lequel cette étoffe est tissée, tricotée, aiguilletée, touffetée, feutrée, enchevêtrée ou créée par tout autre procédé de fabrication. (Note : un procédé de fabrication d'une étoffe est défini au 19 CFR § 102.21(b) (2) comme étant « toute opération de fabrication qui a pour point de départ des polymères, des fibres, des filaments (bandes y compris), des filés, de la ficelle, des cordages, des cordes ou des bandes d'étoffe et qui aboutit à la fabrication d'une étoffe en matière textile ».)

Note : le pays d'origine des étoffes matelassées est celui dans lequel ces étoffes sont formées (l'une des exceptions spécifiques citées ci-après).

D) Tous les autres produits textiles

Le pays d'origine de tous les autres produits textiles et d'habillement est celui dans lequel les composants de ces produits sont entièrement assemblés (exception faite des accessoires mineurs, tels les boutons, les perles, les paillettes, les broderies, etc., et des opérations mineures de montage secondaire, tel le montage des cols, des manchettes, des poches, des pattes, etc.)

Note : les règles stipulent généralement que ce sont les opérations d'ouvrage ou de montage (en particulier pour les vêtements), et non le lieu de la coupe, qui déterminent le pays d'origine. (Pour les exceptions, prière de se référer à la rubrique susmentionnée sur les contrats préexistants ainsi qu'aux considérations particulières pour Israël et les possessions insulaires, énoncées plus loin.)

2) Les règles particulières

A) Des règles particulières s'appliquent aux articles visés aux seize classifications du Système harmonisé (chaque classification est suivie d'une description générale) :

a) Articles produits à partir de filés

5609 - Le pays d'origine d'articles confectionnés à partir de filés, de bandes, de ficelles, de cordages, de cordes ou de câbles est celui dans lequel ces filés, etc., ont été produits.

b) Articles produits à partir d'étoffes

Le pays d'origine de certains articles confectionnés à partir d'étoffes et qui figurent aux classifications ci-après du Système harmonisé est celui dans lequel l'étoffe a été produite :

5807	Étiquettes, écussons et articles similaires
5811	Produits textiles, en pièces (c'est-à-dire en longueurs ou en rouleaux), constitués de matières textiles associées à une matière de rembourrage
6209.20.5040	Couches pour bébés (en tissu de coton)
6213	Mouchoirs
6214	Châles, foulards, cache-nez, mantilles, voiles et articles similaires
6301	Couvertures (autres que les couvertures chauffantes électriques)
6302	Linge de lit, linge de table, linge de toilette et linge de cuisine
6303	Rideaux, doubles-rideaux, stores d'intérieur, cantonnières
6304	Couvre-lits, articles d'ameublement
6305	Sacs et sachets
6306	Bâches, stores d'extérieur, tentes, voiles, articles de campement
6307.10	Chiffons à poussière, serpillières, chamoisines, lavettes et articles d'entretien similaires
6307.90	Étiquettes, cordes, glands, lacets de corsets et de chaussures, jouets pour animaux domestiques, bannières murales, linges stériles en tissu à base de papier, serviettes touffetées, étoffes extérieures d'oreiller, étoffes extérieures de courtepointe et d'édredon plat, drapeaux nationaux, coussinets et autres articles textiles confectionnés non spécifiés ailleurs
6308	Ouvrages à l'aiguille
9404.90	Edredons plats, courtepointes, oreillers et coussins et articles similaires en matières textiles

B) Des règles particulières s'appliquent aux produits tricotés en forme.

Le pays d'origine des produits tricotés en forme est celui dans lequel des pièces majeures sont tricotées ou crochétées en fonction de la forme voulue dans le produit fini.

Quand on parle de produits tricotés en forme, on considère que les pièces ou parties (à l'exclusion des cols, des manchettes, des ceintures, des pattes, des poches, des doublures, des épaulettes, de la passementerie ou d'autres pièces similaires) sont tricotées à partir d'un patron pour être ensuite montées telles quelles en vue d'obtenir un produit fini (au lieu d'être tricotées en forme tubulaire ou en surface plane pour être ensuite découpées sur mesure). Lorsque leur importance est mineure, les opérations de coupe et les travaux de passementerie et de couture n'entrent pas en ligne de compte. Un produit est dit tricoté en forme lorsque sa surface

extérieure (à l'exclusion des poches plaquées, des appliques, etc.) est formée dans une proportion d'au moins 50 % de grandes pièces qui ont été tricotées ou crochétées en fonction de la forme voulue dans le produit fini.

En ce qui concerne les bas et les collants, on ne tient pas compte de l'adjonction de soufflets ou d'élastiques à la taille ou de la fermeture des bouts pour déterminer si le produit a été tricoté en forme ou non.

3) Quand plusieurs pays interviennent dans la création d'un produit

Si l'on ne peut pas déterminer le pays d'origine d'un produit textile ou d'habillement en appliquant les règles susmentionnées et que ce produit a subi des transformations dans deux pays ou plus :

A) ce produit sera dit originaire du pays dans lequel aura été réalisé le montage le plus important ou l'opération de fabrication la plus importante. L'opération d'ouvroison la plus importante doit être déterminée sur la base du cas par cas et en fonction de décisions administratives et juridiques à force exécutoire. Toutes ces décisions peuvent servir de lignes directrices par la suite ;

B) si l'on ne peut pas déterminer le montage le plus important ni l'opération de fabrication la plus importante, le produit sera dit originaire du dernier pays dans lequel aura été réalisé un montage important ou une opération importante de fabrication.

Par exemple, si la partie droite d'un manteau est montée dans un pays et la gauche dans un autre, et en admettant que les opérations réalisées dans l'un et l'autre pays sont équivalentes, le pays d'origine est probablement celui dans lequel les deux moitiés du manteau auront été cousues l'une à l'autre (c'est-à-dire le dernier pays dans lequel il y aura eu une opération importante d'ouvroison), puisque les deux parties ont une importance égale.

Voici un autre exemple, plus réaliste : si un fil retors est fabriqué à partir de deux fils dont un a été produit dans un certain pays et l'autre dans un autre, alors, en admettant que ces deux fils sont égaux dans le produit fini, le fil retors sera originaire du pays dans lequel les deux fils auront été torsés, parce que chaque fil a une importance égale et qu'il faut remonter au dernier pays dans lequel une étape importante de l'ouvroison aura eu lieu.

Pour illustrer encore une fois ce principe, on peut prendre le cas d'une tente dont le toit et la paroi inférieure sont taillés dans une étoffe produite dans un pays, les parties latérales dans une étoffe provenant d'un autre pays, et toutes ces étoffes sont coupées et assemblées dans un pays tiers. Comme les tentes figurent à la position 6306, le pays d'origine devrait être celui dans lequel l'étoffe a été confectionnée, conformément à la section 334. Or, dans cet exemple, comme l'étoffe est produite dans deux pays et qu'il est difficile de dire qu'une partie de la tente est plus importante qu'une autre, il faut tenir compte du dernier pays dans lequel a eu lieu la dernière ouvroison importante, c'est-à-dire dans celui où les étoffes ont été coupées et assemblées, pour déterminer l'origine du produit.

Lorsqu'on cherche à déterminer l'origine d'un produit dont les étapes d'ouvraison sont réparties entre plusieurs pays, il faut souvent se reporter à l'endroit où l'ouvraison la plus importante a eu lieu ou, si ce n'est pas possible, au dernier endroit dans lequel une ouvraison importante a eu lieu. Ce genre de détermination ne peut se faire que sur la base du cas par cas, en fonction des faits particuliers à chaque cas. Pour obtenir une décision à force exécutoire, il convient d'en faire la demande à l'une ou l'autre de ces adresses :

U.S. Customs Service
Director, National Commodity Specialists Division
6 World Trade Center
CIE, Room 437, ATTN : Bindings Rulings Section
New York, NY 10048

ou

Office of Rulings and Regulations
Commercial Rulings Division
U.S. Customs Service
1300 Pennsylvania Avenue, NW
Washington, DC 20229

Bien que l'on puisse soumettre une demande à l'une ou l'autre de ces adresses, c'est généralement le bureau du Service des douanes sis à New-York qui rend les décisions initiales, tandis que le siège examine les appels.

Le demandeur doit préciser qu'il sollicite une décision conformément à la section 334 concernant les règles du pays d'origine relatives aux textiles et aux vêtements. Il doit fournir des informations complètes sur la fabrication et l'ouvraison du produit considéré et joindre à sa demande un échantillon (ou des dessins, si l'envoi d'un échantillon se révèle peu pratique) montrant exactement les montages secondaires ou les étapes d'ouvraison. Le bureau du Service des douanes sis à New-York doit rendre sa décision sous 30 jours si toutes les informations nécessaires ont été jointes à la demande.

Hiérarchie des règles

Les règles susmentionnées sont organisées selon une hiérarchie qu'il faut respecter, conformément à la section 102.21 (c) du règlement douanier :

- 1) Les produits textiles ou d'habillement entièrement produits dans un seul pays.
- 2) Toute matière étrangère subit un changement de la classification tarifaire (en vertu de la section 102.21 du règlement douanier).

Explication : tous les produits textiles et d'habillement sont classés selon des numéros de

classification tarifaire, ou de groupes de classifications tarifaires, de 4 à 10 chiffres pour les besoins des règles relatives au changement de classification. Ces règles expliquent qu'il faut tenir compte des classifications tarifaires plutôt que de la description des produits textiles et d'habillement pour changer le pays d'origine d'un produit textile ou d'habillement (voir la section précédente). Ainsi, quelle que soit la classification considérée, s'il faut changer le pays d'origine d'un produit textile ou d'habillement, il faut passer d'une classification du Système harmonisé à une autre classification énoncée dans les règles relatives au changement de classification ou il faut que l'ouvrage considéré satisfasse à toutes les autres exigences qui sont spécifiées dans lesdites règles précisées à la section 102.21 (e) du règlement douanier.

Exemple : les positions 5208 à 5212, qui réunissent les classifications applicables aux tissus de coton, constituent l'un des groupes visés par les règles relatives au changement de classification. Dans ce cas précis, les règles disposent que :

- a) les matières utilisées dans la fabrication du produit et non classées aux positions 5208-5212 (tissus de coton) doivent subir un changement pertinent de classification tarifaire et être classées aux positions 5208-5212, et
- b) le changement des classifications 5208-5212 doit être le résultat d'un procédé de confection du tissu.

Quand il s'agit de déterminer le pays d'origine d'un tissu de coton, ces règles s'appliquent lorsque le tissu a été confectionné à partir d'un produit autre qu'un tissu de coton ; par exemple, ce tissu peut avoir été confectionné à partir de filés de coton, ou de polyester et de filés de coton, ou de fibres ou de tout autre produit à l'exception d'un tissu de coton (assemblage de deux tissus de petite largeur, par exemple). La deuxième condition doit également être remplie, c'est-à-dire que le tissu doit être le résultat d'un procédé de confection du tissu. La prescription de changement de classification tarifaire reformule simplement la règle relative aux étoffes (voir ci-dessus) en faisant jouer les termes ou les définitions des classifications tarifaires.

Dès lors, la détermination du pays d'origine se trouve définie par un critère objectif - celui du changement de classification tarifaire - plutôt que par des termes subjectifs, tels ceux d'« assemblage substantiel » ou de « nouveau produit commercial ». Quand on se réfère aux classifications du Système harmonisé, tout changement du pays d'origine apparaît clairement. Si l'expéditeur connaît la classification du produit textile qu'il exporte, il n'a qu'à la trouver dans les règles relatives au changement de classification tarifaire pour voir si ce changement a eu lieu au moment de la production ou de la fabrication de cet article. S'il y a eu effectivement changement de classification tarifaire et que toutes les autres conditions posées sont remplies, le pays d'origine est changé par suite de l'ouvrage.

Par exemple, dans le cas des filés de coton, classés aux positions 5204 à 5207, le changement de classification tarifaire joue pour toutes les autres positions à condition que ce changement soit dû à un procédé de filature. C'est ce qui définit le pays d'origine pour les filés (voir ci-dessus). Le changement de classification tarifaire pour les positions 5208 à 5212 prescrit un changement de classification des filés, des fibres ou des filaments qui est consécutif à un procédé de

confection de l'étoffe. De même, selon le changement de classification pour la position 6302, le pays d'origine des draps de lit et des taies d'oreiller doit être celui dans lequel le tissu a été confectionné, et non pas celui dans lequel il a été coupé et cousu aux fins de fabrication des draps et des taies, conformément à l'une des exceptions énoncées ci-avant.

3) Les produits textiles ou d'habillement dont les pièces majeures sont tricotées en forme.

4) Les produits textiles ou d'habillement entièrement assemblés dans un seul pays, à l'exception des 16 cas spéciaux indiqués.

Lorsque le produit est fabriqué dans deux pays ou plus et que le pays d'origine ne peut pas être déterminé par les quatre règles ci-dessus, le pays d'origine est :

5) celui dans lequel se déroule l'opération la plus importante de montage ou de fabrication ou, si ce pays ne peut pas être déterminé,

6) le dernier pays dans lequel s'est déroulée l'opération la plus importante de montage ou de fabrication.

Attention : la coupe ne détermine presque jamais le pays d'origine. Dans le cas des vêtements, les règles énoncées ci-avant se fondent sur les opérations de montage, et non de coupe.

Exceptions et considérations particulières

Accord de libre-échange avec Israël

Israël est une exception aux règles relatives au pays d'origine. Le pays d'origine des produits textiles et d'habillement en provenance d'Israël continuera d'être déterminé par les règles énoncées dans la section 12.130 du règlement douanier (19 CFR § 12.130), c'est-à-dire que la plupart des vêtements seront originaires du pays dans lequel les composantes sont coupées en forme, encore que dans le cas des vêtements faits sur mesure ou complexes le pays d'origine soit celui dans lequel ces vêtements sont entièrement montés. In T.D. 96-58, publié au « Federal Register » le 31 juillet 1996, le Service des douanes explique la façon de déterminer l'origine des produits textiles et d'habillement qui font l'objet d'ouvroison en Israël et dans un autre pays. S'il est déterminé qu'Israël n'est pas le pays d'origine conformément à la section 12.130 du règlement douanier (19 CFR § 12.130), il faut alors appliquer les règles définies à la section 102.21 pour déterminer le pays d'origine. Comme Israël ne peut pas être le pays d'origine conformément à la section 102.21, il faut appliquer les mesures énoncées à ladite section sans tenir compte de l'ouvroison que les produits textiles ou d'habillement ont subie dans ce pays.

Possessions insulaires

Les règles relatives au pays d'origine énoncées à la section 102.21 s'appliquent aux possessions insulaires des Etats-Unis. Elles permettent de déterminer si les marchandises doivent être

considérées comme des produits d'une possession insulaire, conformément à la note générale 3 (a)(iv) du Système harmonisé des Etats-Unis de désignation et de codification des marchandises.

Toutefois, le Service des douanes continuera de se référer aux décisions rendues antérieurement pour déterminer si une étoffe étrangère a fait l'objet d'une « double transformation substantielle » aux fins du calcul de la teneur en matières étrangères, laquelle ne doit pas dépasser 50 %, conformément à la note générale 3(a)(iv). On continuera d'assimiler les opérations de coupe à une double transformation substantielle. Par exemple, la première étape du critère de la transformation substantielle pourrait porter sur la coupe de l'étoffe en plusieurs pièces, et la seconde sur le montage de ces pièces pour en faire un vêtement. Pour déterminer si le vêtement ne contient pas plus de 50 % de matières étrangères, les pièces qui subissent une double transformation substantielle sont considérées (et elles continueront de l'être) comme des matières produites dans la possession insulaire et non pas comme des matières étrangères.

Pièces coupées aux Etats-Unis dans une étoffe étrangère et assemblées à l'étranger

La valeur des pièces qui sont coupées en forme (mais non en longueur, en largeur, ou en longueur et en largeur) aux Etats-Unis dans une étoffe étrangère et qui sont exportées à l'étranger aux fins de montage en vue de la confection d'un article qui est ensuite expédié aux Etats-Unis n'est pas incluse dans la valeur soumise à droits de douane de l'article fini qui est importé aux Etats-Unis (voir § 10.25, CR).

a) Dans le cas des produits textiles et d'habillement qui n'ont pas de numéros de catégorie (parapluies et parachutes, par exemple), ainsi que de toutes les chaussures et de toutes les parties de chaussures, qui sont assemblés dans un pays visé par l'Initiative en faveur du bassin Caraïbe à partir de pièces coupées en forme (mais à l'exclusion des pièces simplement coupées en longueur et/ou en largeur) aux Etats-Unis, dans une étoffe étrangère, les articles textiles assemblés ne sont pas soumis à droits de douane (voir § 10.26, CR).

Cette disposition est nécessaire parce que la coupe ne détermine pas le pays d'origine en vertu des règles relatives au pays d'origine, ce qui signifie que les pièces coupées aux Etats-Unis dans une étoffe étrangère ne sont pas considérées comme étant des produits américains. La définition des produits textiles et d'habillement englobe des articles que les Etats-Unis ne considèrent comme tels que depuis l'application des nouvelles définitions de l'Organisation mondiale du commerce. Cette disposition maintient le principe de la franchise de douane, conformément à la note 2(b), sous-chapitre II, chapitre 98 du Système harmonisé des Etats-Unis.

b) La valeur des pièces coupées aux Etats-Unis dans une étoffe étrangère, laquelle peut contenir jusqu'à 15 % de matières originaires du territoire douanier des Etats-Unis, peut être prise en considération dans la détermination du minimum requis, soit 35 %, aux fins d'admissibilité aux avantages conférés dans le cadre de l'Initiative en faveur du bassin Caraïbe.

Préséance de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)

Toutes les règles de l'ALENA qui en annulent d'autres continueront d'être appliquées si une partie prétend à une préférence en vertu de cet accord.

Exemple : la Chine est le pays d'origine d'étoffes extérieures d'édredons plats et c'est aussi le pays d'origine du duvet dont ces étoffes sont garnies. Ces deux éléments sont expédiés au Canada pour que le duvet soit inséré dans les étoffes extérieures. En vertu des règles d'origine stipulées à la section 334, c'est la Chine qui est le pays d'origine des édredons terminés. Toutefois, l'ALENA contient une règle qui permet de déroger à cette prescription si une partie prétend à une préférence tarifaire. Comme l'ouvrage réalisé au Canada (Etat membre de l'ALENA) satisfait à la règle de l'ALENA relative aux préférences tarifaires, le pays d'origine sera le Canada si la demande de préférence tarifaire est faite au moment de la déclaration en douane (ou dans un délai d'un an après cette date). La règle de l'ALENA relative aux préférences tarifaires continue de l'emporter sur les règles de la section 334 relatives au pays d'origine lorsqu'il s'agit de déterminer le pays d'origine de produits ayant subi une transformation dans un pays membre de l'ALENA.

Marchandises des Etats-Unis envoyées à l'étranger aux fins d'ouvrage

Lorsqu'un article textile produit aux Etats-Unis est envoyé à l'étranger aux fins d'ouvrage et que sa valeur s'en trouve augmentée ou son état amélioré :

- a) pour les besoins du calcul des droits à percevoir, ledit article continuera d'être considéré comme un article étranger, conformément à la note 2(a), sous-chapitre II, chapitre 98 du Système harmonisé des Etats-Unis ;
- b) pour les besoins du calcul des contingents, ledit article continuera d'être considéré comme un article étranger, conformément à la section 12.130(c) du règlement douanier ;
- c) le Service des douanes a proposé que la section 12.130(c) ne s'applique plus au marquage du pays d'origine. Veuillez consulter la notice d'interprétation proposée, 63 « Federal Register » 32697, en date du 15 juin 1998 (la possibilité de présenter des observations à ce sujet est révoquée depuis le 18 décembre 1998). Si cette recommandation est adoptée, l'origine de produits textiles ou d'habillement aux fins de marquage serait déterminée sur la seule base des règles énoncées à la section 102.21. Tant que cette proposition n'aura pas été retenue, un article des Etats-Unis qui fait l'objet d'un ouvrage à l'étranger (et dont la valeur s'en trouve augmentée ou l'état amélioré) doit porter le marquage du pays dans lequel il a fait l'objet d'un tel ouvrage (à moins qu'il ne soit exempté de marquage).

Assortiments

Si l'un au moins des composants d'un assortiment est un article textile et qu'il n'y a pas un seul pays d'origine, le pays d'origine de chaque composant textile de l'assortiment est déterminé séparément. Un article composite continuera d'être considéré comme un article combiné.

Résumé des règles

1) La coupe ne détermine pas le pays d'origine. Les règles énoncées à la section 334 se fondent sur les opérations d'ouvroison ou de montage.

2) L'interprétation par le Service des douanes du principe de la transformation substantielle aux fins de détermination de l'origine a été remplacée par des règles juridiques fondées sur l'ouvroison.

3) Alors qu'elle se faisait sur une base subjective en vertu des dispositions de la section 12.130 du règlement douanier, la détermination du pays d'origine repose maintenant dans une grande mesure sur des critères objectifs, parce qu'on tient compte des opérations d'ouvroison qui sont exprimées en termes de changement de la classification tarifaire.

4) Le pays d'origine des produits textiles et d'habillement qui sont transformés, assemblés ou confectionnés dans au moins deux pays est déterminé en fonction du lieu où s'est déroulée l'ouvroison la plus importante ou, si on ne peut pas appliquer ce critère, le pays d'origine sera le dernier dans lequel s'est déroulée une opération importante de montage ou de fabrication.

Déclaration relative aux textiles et déclaration relative au contingent

Qu'un seul pays ou plusieurs soient en jeu, la déclaration du pays d'origine telle qu'elle est énoncée à la section 12.130(f) du règlement douanier répond à une obligation en vertu de la section 334 relative aux règles d'origine.

De même, la déclaration relative au contingent répond à une obligation en vertu de ladite section 334.

Non-respect des règles relatives au pays d'origine

Etant donné que les règles énoncées à la section 334 régissent l'origine des marchandises aux fins de restrictions quantitatives, les biens assujettis à un contingent qui arrivent non accompagnés d'un visa en bonne et due forme sont inadmissibles et ils peuvent être détenus (jusqu'à l'obtention d'un visa en bonne et due forme), refusés à la douane, voire saisis. De surcroît, les auteurs de fausses déclarations ou d'omissions matérielles concernant l'origine des produits peuvent être passibles de pénalités civiles ou de poursuites judiciaires au pénal. Le non-respect de la prescription de marquage - que le pays d'origine ne soit pas indiqué ou qu'il soit indiqué à tort - peut aussi entraîner la perception de droits de marquage, voire de pénalités dans certains cas, ou aller jusqu'à la saisie et à confiscation des marchandises, en cas d'infractions répétées ou intentionnelles. En outre, les biens qui ont été remis en circulation peuvent devoir être représentés ultérieurement à la douane. Le non-respect de cette obligation pourrait entraîner l'imposition de dommages-intérêts conventionnels.

Résumé des décisions rendues

Le Service des douanes a compilé les décisions qui ont été rendues relativement aux règles du

pays d'origine. Ces décisions sont présentées sous forme de tableau et classées par catégorie dans un document qui peut être consulté sur le site Internet du Service des douanes. En outre, il est possible de lire le texte des décisions rendues sur ce même site, à l'adresse suivante : www.customs.ustreas.gov.